



Communiqué de presse

Il faut rouvrir l'hôpital militaire du Val de Grâce pour sauver des vies.

Plusieurs syndicats ont écrit le 31 mars aux ministres de la santé et des armées, aux maires de Paris et du 5e arrondissement, pour demander la réouverture d'urgence de l'hôpital du Val de Grâce, avec la création immédiate de 344 lits et l'embauche immédiate de personnels médicaux.

Hier, Anne Hidalgo faisait siennes les revendications de création de lits d'hôpitaux à l'Hôtel-Dieu et au Val de Grâce. Or la maire de Paris, également présidente du conseil de surveillance de l'AP-HP était restée sourde à ces revendications maintes fois réitérées par la CGT. Nous prenons acte de cette évolution.

Concernant le Val de Grâce, qui était pourtant réputé pour son excellence dans ses missions de soins, nous rappelons que sa fermeture avait été décidée pour des raisons purement budgétaires par Jean-Yves Le Drian lorsque celui-ci était ministre de la Défense. Nous nous souvenons parfaitement du rassemblement syndical qui s'était tenu le 30 juin 2016, devant l'hôpital militaire, le jour de la fermeture définitive de celui-ci. Plusieurs autres hôpitaux militaires ont été fermés en France, provoquant un véritable démantèlement du service de santé des armées.

Au delà de l'urgence sanitaire qui conduit à des propositions de bon sens pour y faire face, en privilégiant des infrastructures déjà existantes plutôt que de devoir construire un hôpital de campagne militaire, nous demandons à ce que la réouverture du Val de Grâce soit pérenne. En effet, en temps ordinaire, l'offre hospitalière est déjà insuffisante en Île de France, région dont la population est en croissance.

La politique, menée depuis 20 ans, de fermeture de lits, de services, d'hôpitaux et de casse de l'emploi hospitalier, a provoqué la profonde crise actuelle -avec ces milliers de morts-. La suppression des stocks de matériel dédié au plan blanc (masques, respirateurs, médicaments) empêche de répondre à l'urgence sanitaire. Il faut donc sortir de la logique comptable et se préparer à faire face non seulement à l'afflux ordinaire de malades et d'accidentés, mais aussi aux nécessités liées aux futurs événements exceptionnels. Gouverner, n'est-ce pas prévoir ?

Paris, le 4 avril 2020

Contacts presse :

CGT de l'AP-HP : Rosemay Rousseau - 06 76 97 92 42

CGT du personnel civil des armées : Bernard Bourdelin - 06 30 95 85 08

UD CGT Paris : Benoît Martin - 06 07 99 46 38

UL CGT des 5e et 6e arrondissement : Stéphane Rohrbach - 06 52 27 95 56